

Si ce message ne s'affiche pas correctement, cliquez ici

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



N° 79 - SEPTEMBRE 2025

Éditorial

"Comment va le monde, Mòssieu ? Il tourne, Mòssieu !"



Si la pièce de François Billeldoux, en 1959, tournait en dérision les travers d'un monde qui était loin de tenir les promesses que les Etats-Unis héritiers de Roosevelt avaient laissé entrevoir à la fin de la Seconde guerre mondiale, quand le temps était à la création de l'Organisation des Nations-Unies, à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme ou aux accords de Bretton Woods, que dirait-il du monde d'aujourd'hui ?

Et si Michel Rocard avait laissé un point d'interrogation, comme un appel d'espérance, à la fin du titre de son dernier livre *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?* (2015), quel signe de ponctuation mettrait-il aujourd'hui alors que la notion même d'occident est

consciencieusement torpillée par les dirigeants d'un pays qui se posait comme son leader ?

Il a consacré des années, à la fin de son parcours politique, à plaider pour une nouvelle gouvernance mondiale, appuyée sur une « déclaration d'interdépendance », notamment dans le cadre du Collegium international éthique, scientifique et politique, qu'il avait créé en 2002 avec son ami Stéphane Hessel et des dirigeants internationaux comme Milan Kučan, président de la Slovaquie.

Dans un article de 2001, destiné à présenter la création à venir de ce Collegium, Michel Rocard écrivait : « *La clé de toute amélioration de la gouvernance mondiale est simple et évidente, elle doit être rappelée en toute occasion : elle tient en ce constat que toute société doit être soumise à des règles, faute de quoi elle est soumise au règne de la force brute. Le monde est devenu une société globale, mais ne connaît à peu près aucune règle. C'est une double légitimité qu'il faut construire, celle de la règle de droit comme principe d'organisation, et celle du système d'organes ou d'institutions ayant pouvoir d'édicter ces règles ou ces normes.*

« *La plupart des États contemporains, grands ou petits, acceptent en gros ces principes, quitte à discuter de pied ferme le détail des règles proposées et à refuser parfois de les adopter plutôt que de voir s'appliquer à eux des*

règles qu'il jugent défavorables. Mais il est un grand pays, en fait le plus puissant aujourd'hui, dont la culture collective ne s'accommode pas de ces principes. Pour les États-Unis, le concept de règles internationales ne répond qu'à des commodités au service des intérêts américains, en aucun cas à leur culture. Ils signent fréquemment des traités qu'ils ne ratifient pas (Versailles, Kyoto, l'accord de 1997 avec la fédération de Russie sur l'héritage de l'ex-URSS en matière de diplomatie nucléaire...), s'accordent un droit permanent aux décisions unilatérales en matière de règles commerciales et cherchent même actuellement à se délier unilatéralement du traité de 1972 sur les systèmes de défense anti-missiles.

« La question la plus aiguë de la gouvernance mondiale est aujourd'hui celle-ci : l'immense puissance des États-Unis va-t-elle être au seul service de leurs intérêts, ou au service de la promotion de règles mondiales qui dès lors s'appliqueraient à eux aussi ? La seconde réponse implique dans ce grand pays un changement de culture. Comme il s'agit d'une grande démocratie, des forces importantes sont déjà à l'œuvre dans ce sens aux États-Unis mêmes. Assurer leur triomphe par la solidarité autour d'elles de toutes les forces mondiales soucieuses d'un état de droit dans le monde est sans doute l'objectif politique le plus important de la période actuelle. »

Hélas, le changement de culture s'est opéré en sens inverse et non seulement l'immense puissance des États-Unis est mise au seul service de leurs intérêts, ce qui n'est pas exactement nouveau, mais on assiste depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche à une démolition en règle de toutes les institutions et politiques qui structuraient le multilatéralisme et qui, à défaut de gouvernance mondiale, permettaient au moins de fixer quelques règles de conduite. Désormais, la force brute a pris le pas sur la règle de droit.

Pour ne pas se résigner à cette évolution désordonnée du monde, nous pensons important de réinterroger les perspectives tracées par Michel Rocard. C'est le sens du colloque que nous organisons, conjointement avec la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation René-Lévesque (Québec), l'Université Paris-Est Créteil et la Société française d'histoire politique le **vendredi 28 novembre à Paris** : « **Identité, souveraineté et interdépendances : l'approche de Michel Rocard** ».

Vous en trouverez ci-joint le programme détaillé et le lien d'inscription (inscription gratuite mais obligatoire).

[Programme du colloque du 28 novembre](#)

[Lien d'inscription au colloque](#)

Échos

Les pionnières de l'économie sociale et solidaire



« L'histoire écrite de l'économie sociale est quasi exclusivement une histoire d'hommes » : ce constat du professeur Jean-François Draperi, dans la préface qu'il a rédigée pour *Le Matrimoine*, de Scarlett Wilson-Courvoisier, est à lui seul la justification de ce livre. Il y ajoute ce reproche implacable : « comment se fait-il qu'un mouvement associatif, mutualiste et coopératif plus que centenaire et dont la finalité affirmée est l'émancipation n'ait jamais fait l'inventaire de son matrimoine ? »

On mesure le vide que vient combler ce livre, qui dresse le portrait de 99 femmes des XIXe et XXe siècles, certaines connues comme Flora Tristan ou Marie Desraimes, d'autres restées dans l'anonymat de la mémoire collective, pour les actions et les combats menés dans les domaines les plus variés : les premières écoles maternelles, et la pédagogie active, les premiers établissements de soins destinés à accueillir les laissés-pour-compte de la société, les associations caritatives, l'éducation populaire, la culture... Le caractère concret de ces engagements n'est pour autant jamais dissociable de

leurs luttes pour l'émancipation et les droits individuels et collectifs.

Appuyé sur une documentation précise et une vaste expérience du secteur de l'économie sociale et solidaire,

cet ouvrage nous fait partager, de manière vivante et contextualisée, les parcours étonnants et attachants de ces femmes, dont beaucoup ignoraient que ce qu'elles entreprenaient relevait de l'économie sociale et solidaire, mais qui l'ont, à leur manière, construite telle qu'elle est aujourd'hui.

L'autrice, Scarlett WILSON-COURVOISIER, qui a été l'assistante de Michel Rocard dans la deuxième moitié des années 70, puis qui a contribué à la création, à partir de 1981, de la Délégation interministérielle à l'économie sociale, dans laquelle elle a œuvré pendant 25 ans, a été partie prenante, depuis sa création, de la commission Égalité Femmes-Hommes du Conseil supérieur de l'ESS.

Scarlett WILSON-COURVOISIER, *Le Matrimoine, Ce que nous ont transmis les pionnières de l'ESS (1830-1999)*, 2 volumes, 502 p., Meylan, Éditions Campus Ouvert, 2025, 36€

[Pour commander ce livre auprès de l'éditeur](#)

[Le "parcours rocardien" de Scarlett Wilson-Courvoisier](#)

Retour sur le fabuleux voyage Paris-Pékin de juillet 1985

En juillet 1985, un train part de la gare de Conflans-Sainte-Honorine avec à son bord 400 jeunes de tous horizons et de toutes origines : destination Pékin, en empruntant le parcours du Transsibérien. A l'origine de ce projet un peu fou, lancé dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse, Claude Quenault, directeur de la maison des jeunes et de la culture de Conflans-Sainte-Honorine, où il a été recruté par Michel Rocard. Le magazine du *Monde* est revenu cet été sur cette épopée singulière, qui a considérablement marquée ses participants. En cliquant sur les liens ci-dessous, retrouvez l'article du *Monde* ainsi que le "parcours rocardien" de Claude Quenault.

[Paris-Pékin 1985 : il y a quarante ans, le fabuleux voyage de 400 ados au pays de Mao \(article de M, le magazine du Monde\)](#)

[Parcours rocardien de Claude Quenault \(avril 2023\)](#)



Claude Quenault, Michel Rocard et Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, au départ du train (DR - capture d'écran du Monde)

Nouvelle-Calédonie : le compromis de Bougival en difficulté

Le refus opposé par une partie des indépendantistes, regroupés dans le FLNKS, d'accepter les termes du compromis de Bougival et les incertitudes qui pèsent sur la stabilité politique et institutionnelle au niveau national compliquent singulièrement la sortie de crise en Nouvelle-Calédonie, en grandes difficultés économiques et sociales après les émeutes de mai-juin 2024 qui ont détruit une partie substantielle de l'économie du territoire. Dans un point de vue publié sur le site Telos, Jean-François Merle, ancien conseiller de Michel Rocard pour l'outre-mer, donne son analyse des causes profondes des réactions des acteurs locaux.

[Nouvelle-Calédonie : le complexe de l'assiégé vs. le pari sur l'intelligence](#)

Disparitions

Nous avons appris avec tristesse le décès, survenu cet été, de plusieurs personnalités importantes de la galaxie rocardienne.

Damien Alary, président du Conseil général du Gard de 2001 à 2014, puis de la région Languedoc-Roussillon de 2014 à 2015, avant la fusion de celle-ci dans l'Occitanie. Originaire de Pompignan, il était fils de viticulteur. C'est sa rencontre avec Michel Rocard qui le fait adhérer au PS en 1977. Deux ans plus tard il est élu maire de

Pompignan. Il sera député du Gard de 1997 à 2007.

L'ancien maire d'Evry **Claude Jeanlin** est disparu à l'âge de 93 ans. Il a été maire d'Evry de 1977 à 1983, après avoir battu Michel Boscher, gaulliste, à la tête de la mairie depuis 1947 et également conseiller général de l'Essonne. En tant que maire, il a été un pionnier de la géothermie pour les infrastructures publiques.

La fédération socialiste des Yvelines a perdu en août son ancien premier secrétaire fédéral **Alain Richard** (à ne pas confondre l'ancien ministre de la Défense et ancien maire de Saint-Ouen-l'Aumône). Il a dirigé la fédération historiquement rocardienne de 1993 à 2005 et était un proche de Jean-Paul Huchon.

Enfin, **Denise Rousset** à l'âge de 102 ans. Elle était institutrice à l'école primaire Paul Bert de Conflans-Saint-Honorine, comme son époux Gaston qui fut un acteur essentiel de l'implantation de Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine en 1977. Très insérés dans les milieux éducatifs et laïcs de la ville, ils ont mis leurs réseaux à la disposition de Michel Rocard. Gaston Rousset est mort brutalement, peu de temps après la victoire de Michel Rocard. L'école où le couple enseignait porte désormais son nom.

A leurs familles et à leurs proches, nous adressons nos très sincères condoléances.



Une date, un moment



Michel Rocard : pro-palestinien et ... pro-israélien

Le président de la République française, Emmanuel Macron, a annoncé le 22 septembre à l'ONU la reconnaissance par la France de l'Etat de Palestine.

Objet de beaucoup de débats, cette annonce s'inscrit toutefois dans la droite ligne de la "solution à deux Etats" prônée par la majorité des dirigeants politiques français et en particulier par les socialistes. Michel Rocard s'est exprimé à plusieurs reprises en ce sens, en particulier lorsqu'il était à Maignon recevant Yasser

Arafat. Il s'est par ailleurs battu pour renforcer les organisations politiques représentatives palestiniennes en essayant d'y conforter la démocratie, en particulier comme observateur pour l'Union européenne des élections au sein de l'Autorité palestinienne en 2005.

Pour l'occasion nous renvoyons à l'analyse de l'historien Thomas Maineult qui a soutenu l'année dernière, à Sciences Po, une thèse sur le PS et la cause palestinienne.

En 2011, Michel Rocard publiait également un article pour le site d'opinion Project Syndicate en soutenant la reconnaissance d'un Etat issu de l'Autorité palestinienne.

A l'heure de la simplification à l'extrême, où l'on voit les militants pro-Gaza réclamer tout simplement la

disparition de l'Etat d'Israël, la position de Michel Rocard peut apparaître complexe. Car si en effet, il était un militant pro-palestinien, il était tout autant pro-israélien.

Dès ses jeunes années, il noue des relations avec les dirigeants ou les futurs dirigeants du jeune pays. En 1954, lors de son service militaire, il sympathise avec Shimon Peres, alors responsable des achats militaires israéliens en France. Il deviendra Premier ministre du pays à trois reprises (1977, 1984-1986, 1995-1996). Figure du dialogue avec l'Autorité palestinienne, prix Nobel de la Paix en 1994, il sera également président de la République israélienne de 2007 à 2014. Les deux hommes au pouvoir dans les années 1980-1990 se recroiseront à plusieurs reprises.

Le PSU, qu'il dirige de 1967 à 1973, est proche du MAPAM israélien, un parti politique socialiste et marxiste. Mais à la suite de la guerre des Six-Jours, c'est lors du congrès de 1967 qui voit Michel Rocard devenir son secrétaire national, que le PSU adopte sa première résolution sur Le Moyen-Orient, dans laquelle il se prononce "pour la reconnaissance simultanée des droits des aspirations nationales du peuple israélien et du peuple arabe de Palestine".

Revenu au Parti socialiste en 1974, Michel Rocard accompagne François Mitterrand lors de son voyage en Israël en 1976. Mais il va se détacher de la position mitterrandienne lors de la pré-campagne présidentielle de 1980 en accusant le gouvernement israélien d'être à l'origine des "vrais blocages" et de favoriser l'implantation de colonies israéliennes en territoire palestinien.

Comme Premier ministre, Michel Rocard essaie d'équilibrer la position de la France à un moment où un rapprochement s'amorce qui aboutira aux accords d'Oslo. S'il reçoit Yasser Arafat à Matignon en 1989, il rend également visite au gouvernement israélien pour les rassurer sur les bonnes relations avec la France. Il est invité à cette occasion à inaugurer une rue Pierre Mendès France à Tel Aviv (décembre 1989).

Ses liens avec l'Etat hébreu deviennent même personnels, puisqu'il vit, dans les années 1990, avec la psychanalyste israélienne Ilana Schimmel et fait durant cette période plusieurs séjours sur place.

Malgré ces liens, cela ne l'empêchait pas d'être très critique de la politique israélienne. En 2002, il publie une lettre ouverte à Ariel Sharon dont il critique la politique de force suite au déclenchement de la deuxième Intafada. Sa mise en cause de l'impasse de toute réponse par la violence et l'incapacité du "dominant" à négocier paraît plus que jamais vrai :

« Dédaignant ces analyses, vous faites une guerre que vous ne pouvez pas gagner. Chaque action de Tsahal crée une dizaine de nouveaux terroristes, par réflexe à la fois de colère et d'humiliation. Or les Palestiniens sont deux millions. Et, monsieur le Premier Ministre, sur les terres que vous réannexez et entendez contrôler, le peuple arabo-palestinien sera démographiquement majoritaire dans moins de vingt ans. Préservez-vous le suffrage universel ?

Mais allons à l'essentiel. Votre armée n'a pas encore pu créer les conditions de sécurité nécessaires à vos yeux pour que vous acceptiez de négocier quoi que ce soit. Les opérations continuent donc. Elles produisent une sorte de course de vitesse entre votre recherche éperdue de la sécurité par éradication du terrorisme et la haine viscérale que produisent à l'encontre de vos soldats et, au-delà, de votre peuple, les opérations que vous leur commandez. »

Dix ans plus tard, il renouvellera ses critiques dans *Israël Magazine*, reprochant aux dirigeants israéliens leur incapacité à chercher les compromis pour faire la paix, notamment à propos du statut de Jérusalem est :

« C'est grand, Jérusalem... Vous, mes amis d'Israël, il faut que vous appreniez à vouloir la paix. Je suis un pro israélien de toujours – j'ai vécu dix ans avec une femme israélienne et Israël est l'Etat du monde dans lequel j'ai passé le plus de temps, en dehors de mon propre pays,- mais vous me faites peur. Vous n'aimez pas la paix... »

[Analyse de Thomas Maineult sur les liens entre Michel Rocard et les dirigeants palestiniens](#)

[Article sur la reconnaissance de l'Etat palestinien dans Project Syndicate](#)

[Interview pour Israël Magazine 2014](#)

[Article de Jean-Pierre Filliu pour Le Monde sur les relations entre Michel Rocard et la question israélo-palestinienne](#)

Lettre ouverte de Michel Rocard à Ariel Sharon

**"Gaza, face à l'anéantissement"**

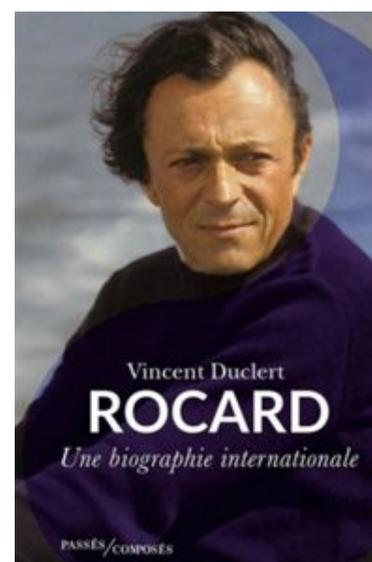
C'est sous ce titre qu'un collectif de chercheurs et de juristes, coordonné par Vincent Duclert, Evelyne Lagrange et Jean Matringe, vient de publier dans la collection "Tracts" chez Gallimard un ensemble de contributions sur les enseignements de l'histoire et un rappel des principes du droit international, avec un objectif : "ne pas laisser les émotions légitimes sans réponse, ne pas laisser s'exprimer seulement l'indignation morale". Une lecture utile pour argumenter dans le débat public et ne pas rester silencieux devant l'insoutenable.

Michel Rocard défenseur de la paix au Proche-Orient, extraits de l'ouvrage de Vincent Duclert "*Rocard, une biographie internationale*"¹

« L'engagement de Michel Rocard en faveur de la cause palestinienne croise l'histoire de la "deuxième gauche" en France dont il est l'un des principaux dirigeants et inspirateurs. Comme nombre de militants, il a participé aux luttes anticoloniales et le rapport sur les camps de regroupement en Algérie en fait même une figure de premier plan au sein des organisations politiques. Cependant le droit des Palestiniens à l'autodétermination n'émerge pas immédiatement, mais apparaît plutôt lors de la guerre des Six Jours en 1967 qui est un désastre sur ce plan avec les annexions de l'Etat d'Israël. La tension est très vive alors avec les courants socialistes majoritaires très attachés à leurs alliances avec les travaillistes israéliens. En mars, le congrès du PSU à Dijon accueille une délégation du Fatah, l'organisation de Yasser Arafat. D'autres liens sont établis avec des organisations plus radicales comme le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache et le Front démocratique pour la libération de la Palestine de Nayef Hawatmeh. [...]

L'arrivée au nouveau Parti socialiste de Michel Rocard et d'une large composante du PSU en 1974 réoriente les lignes politiques. Le sujet palestinien est déjà assumé au Parti socialiste par le courant CERES de Jean-Pierre Chevènement. Michel Rocard se rapproche du premier secrétaire François Mitterrand et l'accompagne lors de son voyage au Proche-Orient en 1976. Toutefois le soutien à Israël évolue avec l'arrivée à la tête du secrétariat national aux relations internationales de Lionel Jospin, plus proche des Palestiniens. Lors des obsèques du dirigeant druze Kamal Joumblatt au Liban en 1977, il rencontre discrètement Yasser Arafat alors que la guerre civile fait rage à Beyrouth.

Très différente est la rencontre, le 8 mai 1980 à Belgrade, de Michel Rocard et de Yasser Arafat aux obsèques du maréchal Tito. L'image de leur embrassade fait le tour du monde en raison de l'abondante couverture médiatique. Deux délégations du Parti socialiste étaient parties pour Belgrade assister aux funérailles du dirigeant yougoslave. L'une est conduite par Michel Rocard accompagné par Jean-Pierre Cot. A leur arrivée à la cérémonie, Michel Rocard et Yasser Arafat s'étreignent sous l'oeil des caméras et des photographes. Il s'agit,



selon les confidences de l'ancien premier secrétaire à l'ambassade de France à Belgrade, du premier contact public de Michel Rocard avec le chef de l'OLP. Le même Alain Pierret souligne : "Cette ambassade avec Arafat scellera à jamais l'aspect anti-israélien de Michel Rocard alors qu'il comptait de nombreux amis parmi les travaillistes israéliens et parmi les juifs. Il s'agissait d'une fausse image qui s'était répandue car il entretenait avec les Israéliens des relations étroites politiques et personnelles. En fait, il était dans sa logique puisqu'Israël était accusé d'Etat colonialiste. Mais il devait par la suite corriger sa position pour mieux l'équilibrer".

Dans les premières semaines de 1981, Michel Rocard effectue, comme "membre du bureau exécutif du Parti socialiste", une tournée au Proche-Orient qui le mène en Egypte, en Israël et au Liban. Il s'exprime à son retour dans *Le Nouvel Observateur*, confirmant sa position sur les conditions d'une paix durable au Proche-Orient, en premier lieu la reconnaissance réciproque par l'OLP et Israël de leurs droits nationaux et territoriaux. Il soumet un inventaire des facteurs défavorables, mais également favorables, au dialogue en Israël comme l'absence de militarisation de la société, l'audience des mouvements favorables à la paix, le programme du parti travailliste incluant "l'idée d'une rétrocession territoriale partielle".

Cette tournée de Michel Rocard est représentative de sa démarche pour la paix israélo-palestinienne, qu'il conçoit à l'échelle proche et moyen-orientale, passant des échelles nationales aux échelles régionales et continentales. Il voyage ainsi à de très nombreuses reprises dans la région, apportant son soutien aux forces de paix dans les deux camps, témoignant de son attachement aux figures qui les incarnent. Mais il doit pour cela sortir de la radicalité qui a dominé au PSU depuis sa création en 1960, sans pour autant rompre avec les responsables palestiniens dont Mahmoud El Hamchari. Ce dernier, délégué de l'OLP à Paris, devenu son ami, meurt le 3 janvier 1973 des suites d'un attentat attribué au Mossad israélien qui a riposté à la prise d'otages sanglante de Munich de septembre 1972. Michel Rocard est présent au cimetière musulman de Bobigny, pour ses obsèques, le 17 janvier 1973, en tant que secrétaire national du PSU. [...]

Dépendant de l'Elysée pour tous les sujets de politique internationale, Michel Rocard à Matignon assure néanmoins d'efficaces prolongements diplomatiques. En 1989, lorsque Yasser Arafat est l'invité officiel de la présidence les 2 et 3 mai, le Premier ministre le reçoit à deux reprises, d'abord pour un entretien politique, puis lors d'un dîner de travail franco-palestinien, auquel participent les ministres Lionel Jospin, Bernard Kouchner et Tony Dreyfus.

Michel Rocard agit de même avec les responsables israéliens invités par la présidence. La visite d'Etat du président israélien Chaim Herzog, "la première de l'histoire", fait l'objet le 18 octobre 1988 d'une réception à Matignon, au cours de laquelle Michel Rocard prononce un discours sur les relations franco-israéliennes et la paix au Proche-Orient. Le premier ministre salue "les liens innombrables" et la "commune aspiration à la paix dans la justice". Pour les premiers, il souhaite encore leur accroissement, dans tous les domaines, et souligne à ce propos combien l'unification européenne à échéance de 1992 donnera une puissante impulsion aux échanges économiques. Pour la seconde, Michel Rocard, qui place ses pas dans ceux de François Mitterrand, s'adresse avec gravité et émotion au chef de l'Etat israélien, alors que son pays connaît la révolte palestinienne de la "guerre des pierres", déclenchée à Gaza le 9 décembre 1987 et rapidement étendue à la Cisjordanie. (...)

Michel Rocard ne souhaite pas en rester à ces paroles générales. A son hôte, il confirme que la France se prononce pour la tenue d'une conférence internationale tout en précisant qu'elle n'ira pas "à l'encontre des souverainetés", qu'elle n'imposera pas de solution. Son but est "de créer des conditions favorables à la recherche d'un accord et à l'élaboration d'un système fiable de garanties de sécurité". Il souhaite rappeler à son hôte que l'histoire même d'Israël et de sa création oblige à considérer l'aspiration des Palestiniens au même destin. C'est ainsi qu'il analyse le soulèvement de la population de l'Intifada. (...)

Quatre mois plus tard, c'est au tour du Premier ministre israélien nouvellement investi, Itzhar Shamir, d'être l'hôte de Matignon. Michel Rocard prononce une nouvelle allocution qu'il situe dans le droit fil de celle du 18 octobre précédent. Il y réaffirme le caractère majeur des relations entre les deux pays qui partagent une même histoire parfois difficile, et d'abord une même éthique des sociétés, et réitère la proposition française d'une médiation dans le conflit avec les pays arabes, dans le cadre d'une conférence internationale que Michel Rocard appelle toujours de ses vœux. A la fin de l'année 1989, il retrouve son homologue, cette fois en Israël, pour une très brève, mais symbolique visite.

Le dimanche 17 décembre 1989, en milieu de journée, Michel Rocard atterrit à Tel-Aviv pour une visite privée de vingt-quatre heures. La raison avancée est l'inauguration d'une rue Pierre Mendès-France, située le long de la résidence de l'ambassadeur de France à Jaffa, au sud de la capitale. Sont présents à l'hommage plusieurs hauts responsables israéliens, dont le Premier ministre Itzhak Shamir. Michel Rocard s'est entretenu avec lui dès le soir

de son arrivée, ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères israélien, Moshe Arens, et d'autres personnalités dont Shimon Peres, prédécesseur d'Itzhak Shamir, au dîner que ce dernier tient à offrir chez lui à son homologue français. Le lendemain, après l'inauguration de la rue Pierre-Mendès-France, Michel Rocard prend le temps, cette fois à Jérusalem, d'un entretien avec le président Haim Herzog, d'un nouvel entretien avec Shimon Peres, d'une visite à Yad Vashem, d'une conversation avec Moshe Arens. Il a eu aussi le temps, le matin à l'aube, de recevoir une douzaine de personnalités palestiniennes au consulat de France à Jérusalem.

Cette visite qualifiée de "privée" revêt une très grande importance pour Michel Rocard, et pas seulement pour son caractère éminemment politique avec la série des entretiens avec les responsables d'Israël. A cet égard, Michel Rocard réalise là une mission diplomatique généralement réservée au président de la République, surtout pour un tel domaine clé des relations internationales. François Mitterrand a accepté le déplacement de son Premier ministre afin de rassurer son partenaire et allié israélien après le séjour à Paris début mai 1989 de Yasser Arafat, le chef de l'OLP. Bien que Michel Rocard soit davantage identifié comme un partisan de la cause palestinienne, son voyage et le message transmis aux autorités israéliennes sont bien reçus par ses hôtes. Il est vrai que Michel Rocard a des atouts à faire valoir à ses interlocuteurs, à commencer par sa longue et étroite proximité avec Pierre Mendès France. L'inauguration de la rue à son nom permet au Premier ministre français de rappeler un même engagement pour la démocratie israélienne et sa sécurité que pour la reconnaissance des droits des Palestiniens. [...]

La participation de Michel Rocard à l'organe dirigeant du Council on Foreign Relations, dès son intégration en 1999, lui vaut d'être chargé d'un rapport sur l'Autorité palestinienne. Il le coproduit avec une équipe composée notamment de l'ancien ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt, de l'Allemand Hans-Dietrich Genscher, de l'ancien Premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, de Jacques de Larosière qui a multiplié les postes les plus élevés dans les instances financières françaises et mondiales, de l'économiste et pilier de la démocratie italienne Romano Prodi, de l'envoyé spécial de l'Union européenne au Proche-Orient Miguel Moratinos, du portugais et ancien Premier ministre Mario Soares. Le rapport insiste sur les transformations que doit accomplir l'Autorité pour acquérir une solidité et un statut international.

Les appels de Michel Rocard à la fin des violences sont également très nombreux, s'adressant en particulier au Premier ministre israélien, le général Ariel Sharon, dans une lettre ouverte publiée par Le Figaro le 15 avril 2002. Le contenu de cette missive et aussi son acuité devant l'actualité, explique qu'ici des extraits substantiels de la première partie soient reproduits, avant que Michel Rocard ne développe des scénarios très précis pour la paix future entre Israël et la Palestine. Il choisit d'inscrire le conflit presque séculaire dans un cadre colonial-décolonial, justifiant alors que la France, dès lors qu'elle se veut lucide sur son passé, puisse formuler des propositions de paix. L'histoire, les enseignements qu'elle livre, animent la réflexion de Michel Rocard. [...]

Puis Michel Rocard développe toute une feuille de route pour la paix. Comme pour le Rwanda quatre ans plus tôt, et fort de ses relations directes avec de nombreux responsables israéliens comme avec l'OLP et Yasser Arafat, il s'imagine en émissaire spécial de la France. La perspective d'une victoire du Premier ministre Lionel Jospin à l'élection présidentielle le mois suivant l'encourage selon toute vraisemblance à agir. Mais le choc du 21 avril 2002, avec un second tour Jacques Chirac-Jean-Marie Le Pen, ruine ses espoirs. Il n'en poursuit pas moins ses efforts pour la paix au Proche et au Moyen-Orient.

En janvier 2005, Michel Rocard est envoyé pour l'Union européenne comme observateur pour suivre l'élection présidentielle en Palestine. Le 26 septembre suivant, il est à Jérusalem pour manifester en faveur de la paix, avec plusieurs milliers d'Israéliens massés devant le domicile du Premier ministre israélien Ariel Sharon. Des rassemblements similaires ont lieu en Cisjordanie, alors que les raids israéliens se multiplient sur la bande de Gaza. A Ramallah, Mahmoud Abbas demande la fin du chaos sécuritaire dans les territoires palestiniens, selon L'Orient-Le Jour. (...) A Jérusalem, Michel Rocard assure : "Nous sommes venus soutenir nos frères palestiniens et israéliens et nous espérons qu'ils réussiront à imposer la paix."

Présentées par lui-même comme la condition de la paix israélo-palestinienne parce que garantes de la sécurité d'Israël, la création et la reconnaissance d'un Etat palestinien s'avèrent de moins en moins acceptées par l'Etat hébreu. Sa critique de la politique des gouvernements israéliens se fait plus sévère, notamment sur celle du deuxième gouvernement du nationaliste Benjamin Netanyahu investi le 31 mars 2009. La même année, son ami Stéphane Hessel se rend à Gaza, grâce à son passeport diplomatique [...].

Le 27 octobre 2011, Michel Rocard lance un cri d'alarme devant une situation de blocage total et d'impuissance de la communauté internationale quant à la perspective de création d'un Etat palestinien. Exprimant son combat pour la paix, il est reproduit in extenso en annexe de ce livre. En février 2016, le média Israël Magazine

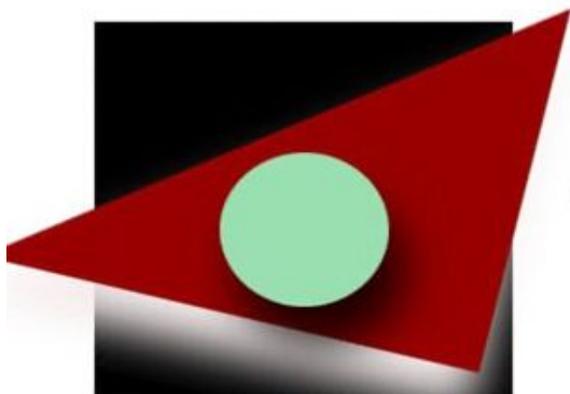
l'interroge sur le conflit israélo-palestinien. Tout en affirmant avoir "toujours été pro-israélien", il recommande à ses interlocuteurs d'apprendre "à vouloir la paix". Cela commence selon lui par une analyse des enjeux ramenés à l'objectif de paix ».

¹ Editions Passés composés, Paris, 2024.

Parcours rocardien

Le Club Convaincre Rhône-Alpes

En 1985, Michel Rocard, qui vient de quitter le gouvernement et considère sérieusement la perspective d'une candidature à l'élection présidentielle de 1988, invite à la création de clubs de réflexion et d'action politique, dont les contours iraient bien au-delà de ceux du Parti socialiste : ce sera les "clubs Convaincre". A partir de février 1986, ils publieront régulièrement une lettre d'information, au début "lettre d'information de Michel Rocard" puis, en mai 1988, lorsque ce dernier devient Premier ministre, "lettre d'information des Clubs Convaincre". Cette publication se poursuivra jusqu'en 1998, puis l'effacement de Michel Rocard de la scène politique nationale entraînera la disparition de la plupart des clubs. Aujourd'hui, il en subsiste encore deux, à notre connaissance, comme ces villages d'irréductibles Gaulois : celui de Haute-Marne, animé par notre ami Marcel Marchand, et celui de Rhône-Alpes, créé à l'origine par Gérard Lindeperg. Nous sommes heureux d'accueillir ici leur témoignage.



Fondé à la fin des années 80 dans le sillage des autres clubs Convaincre, le club du Rhône partage les idéaux portés par Michel Rocard notamment le primat du fruit du travail sur celui de la rente, la justice sociale, la recherche du compromis, l'écoute active, la transparence. Il partage la conviction que l'engagement politique doit être porté par une utopie qu'il s'efforce d'inscrire dans la réalité.

Le Club Convaincre du Rhône se veut être un espace de réflexion et d'action citoyenne. Fort de plus de trente ans d'expérience, le club rassemble citoyens, experts et décideurs autour des valeurs de progrès, de solidarité, de respect de l'environnement, de laïcité et de citoyenneté. Notre mission est d'agir collectivement pour nourrir un débat public de qualité et impulser des initiatives en phase avec les défis sociétaux actuels.

Nous organisons chaque année une vingtaine d'événements : forums à distance, conférences en salle réelle.

Ces conférences et ateliers ont enrichi la réflexion collective. Ils ont dynamisé notre action sur le terrain, dans les différents partis politiques, syndicats ou associations à travers chacun de nous sommes engagés. Leurs comptes rendus sont sur notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/> classés par catégorie d'événements, de documents et par année.

En 2024, nous avons marqué une étape importante en orchestrant un événement emblématique : le Concert pour la Paix, qui s'est tenu le 2 février 2024 au Grand Temple de Lyon. Ce rassemblement artistique et solidaire a réuni un large public, illustrant ainsi notre engagement pour la paix, le vivre-ensemble et la promotion d'un dialogue constructif.



En somme, le Club Convaincre du Rhône s'affirme comme un catalyseur d'initiatives progressistes et citoyennes, alliant la rigueur du débat à l'engagement pour une transformation positive de nos pratiques collectives. À contre-courant de l'opinion majoritaire, il continue à penser que la politique doit être prise au sérieux et que ceux qui s'y engagent ne sont pas tous pourris !

Jean-Paul KOVALEVSKY

Président

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

[Retour sur les Clubs Convaincre, par Bernard Poignant](#)

Réunion du Club Convaincre Rhône-Alpes en septembre 2025

Agenda

15 octobre (Paris) : présentation du livre de Guy Montariol "De la Nouvelle Gauche au PSU - De Toulouse à Paris (1954-1967)"

L'Institut Edouard-Depreux et l'Institut Tribune socialiste accueillent Guy Montariol pour la présentation du livre qu'il vient de publier à partir d'un travail approfondi sur les archives de son père, Alexandre Montariol, qui fut une des figures marquantes de l'UGS puis du PSU en Haute-Garonne. Cet ouvrage observe la vie politique vue depuis l'intérieur du parti : les archives exploitées montrent que cette histoire fut moins consensuelle que ce qui en est dit. Méditer sur ce que fut cette conception de l'action politique amène inmanquablement à s'interroger sur la validité des choix des acteurs politiques d'aujourd'hui. Conférence-débat avec la participation de Georges Gontcharoff.

Mercredi 15 octobre à 19 h, au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, Paris 11^{ème}. Entrée libre.

17 octobre (Paris) : colloque sur "Unité et/ou renouveau de la gauche : le dilemme du PSU en 1965"

L'Institut Edouard-Depreux et l'Institut Tribune socialiste organisent le vendredi 17 octobre à Paris un colloque sur l'année 1965 vue par le PSU. Année marquée par les élections municipales, avec des discussions difficiles avec le Parti communiste et surtout avec la SFIO, tant sur le programme que sur la composition des listes, mais aussi par le succès emblématique de Grenoble, avec l'élection d'Hubert Dubedout. Année aussi des élections présidentielles, où le PSU ne se résoud qu'in extremis à soutenir la candidature de François Mitterrand mais - sur proposition de Michel Rocard (Georges Servet) - dans une campagne "autonome".

[Programme du colloque et lien d'inscription](#)

16 octobre : colloque annuel de l'Institut Pierre Mauroy

Colloque annuel de l'Institut Pierre Mauroy sur « Les municipalités, actrices de la transformation de la société » à la salle Colbert de l'Assemblée nationale, le 16 octobre 2025, avec l'intervention d'Anne-Laure Ollivier, membre du conseil scientifique de MichelRocard.org.

[Colloque de l'Institut Pierre Mauroy](#)

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org